



CHAPITRE 104

CHAPTER 104

Loi constituant la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la Province de Québec

An Act to incorporate the Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

[Assented to 16th July 1964]

Préam-
bule.

ATTENDU que Hugh Carl Jockel, de la ville de Beaconsfield, William Herbert Loucks, de la ville de Mont-Royal, Joseph Moise Petit, de la cité de Saint-Laurent, Richard François Robillard, de la cité de Longueuil, John Arnold Robillard et John Harold Bates, de la ville de Montréal, Gabriel Ouellette, de la ville de Sainte-Rose, et Ralph Warren Higginson, de la ville de Mont-Royal, tous maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec ont, par leur pétition, représenté:

Que la constitution d'une corporation sans but lucratif serait à propos et avantageuse pour les maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec et pour le public en général;

Que le chapitre du Québec de la Canadian Automatic Sprinkler Association, une association de maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie, a tenu, en la cité de Saint-Laurent le 23 janvier 1963, une réunion où il a été résolu à l'unanimité de demander la constitution d'une telle corporation;

Que la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus 1941, chapitre 173), contient diverses dispositions parmi lesquelles il y en a qui soumettent à une réglementation et à une surveillance étroite ceux qui entreprennent

WHEREAS Hugh Carl Jockel, of the town of Beaconsfield, William Herbert Loucks, of the town of Mount Royal, Joseph Moise Petit, of the city of Saint-Laurent, Richard François Robillard, of the city of Longueuil, John Arnold Robillard and John Harold Bates, of the city of Montreal, Gabriel Ouellette, of the town of Sainte-Rose, and Ralph Warren Higginson, of the town of Mount Royal, all master fire protection contractors of the Province of Quebec, have by their petition represented:

That the creation of a corporation of master fire protection contractors of the Province of Quebec without pecuniary gain would be expedient and advantageous for them and for the public in general;

That at a meeting of the Quebec Chapter of the Canadian Automatic Sprinkler Association, an association of master fire protection contractors, held in the city of Saint-Laurent on the 23rd January 1963, it was unanimously resolved to apply for the creation of such a corporation;

That the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1941, chapter 173) provides, among other things, for the regulation and control of persons who undertake the work of installing, repairing or renewing mechanical sprayers utilized to prevent

Preamble.

des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'arroseurs automatiques utilisés pour prévenir et combattre les incendies dans tout bâtiment ou toute construction;

Qu'un grand nombre de règlements provinciaux et municipaux concernant la lutte contre l'incendie ont été adoptés en vertu de cette loi et qu'ils contiennent des dispositions portant sur l'exercice du métier de maître entrepreneur en installations contre l'incendie dans la province de Québec;

Qu'il ressort de cette loi et de ces règlements qu'il existe une relation directe entre le métier de maître entrepreneur en installations contre l'incendie et la sécurité des personnes ainsi que la protection des biens et que ce métier a des répercussions sur la gestion des affaires en général dans la province de Québec;

Qu'il n'y a dans la province de Québec aucun organisme, public ou privé, constitué par loi ou autrement qui soit de nature à grouper les maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie en une corporation qui leur indique les exigences de la loi à l'égard de leur métier, et qui favorise leurs intérêts communs;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le nom de *Loi des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec*.

Interpré-
tation:

2. Dans la présente loi, les expressions et mots suivants, à moins d'être incompatibles avec le contexte, doivent être interprétés comme suit:

"ministre";

a) "ministre" signifie le ministre du travail de la province de Québec;

"corporation";

b) "corporation" signifie la Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec;

"conseil";

c) "conseil" signifie le conseil provincial d'administration de la corporation;

and fight fires in any building or construction;

That numerous provincial and municipal regulations concerning fire protection have been adopted under the authority of the said act and contain provisions which pertain to the plying of the trade of master fire protection contractor in the Province of Quebec;

That it appears from the said act and said regulations that the trade of master fire protection contractor has a direct bearing on the safety of life and protection of property and has an effect on the conduct of business generally in the Province of Quebec;

That there is in the Province of Quebec no body, public or private, created by law or otherwise, of such a nature as to group master fire protection contractors in a corporation to guide them in the requirements of existing laws bearing upon their trade and to promote their common interests;

Whereas the petitioners have prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the *Quebec Master Fire Protection Contractors Act*. Short title.

2. In this act, the following words and expressions, unless incompatible with the context, shall be interpreted as follows: Interpretation:

a. "Minister" means the Minister of Labour of the Province of Quebec; "Minister";

b. "corporation" means the Corporation of Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec; "corporation";

c. "council" means the provincial council of administration of the corporation; "council";

"mem-
bre";

d) "membre" signifie une personne qui s'est conformée aux exigences établies par l'article 11 pour être membre de la corporation et aux règlements adoptés en vertu de la présente loi;

"maître
entrepre-
neur en
installa-
tions con-
tre l'in-
cendie";

e) "maître entrepreneur en installations contre l'incendie" signifie une personne qui, étant membre de la corporation, emploie des compagnons ou des apprentis, ou qui prend à son compte à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, par contrat écrit ou autrement, des travaux d'installation, de réparation ou de réfection de systèmes de lutte contre l'incendie utilisés pour éteindre ou circonscrire les incendies dans un bâtiment ou une construction, sur un appareil ou une machine, ou à proximité d'un appareil ou d'une machine, y compris les tuyaux souterrains ou les autres conduites d'alimentation destinés à ces fins ou à l'une d'elles;

"compa-
gnon";

f) "compagnon" signifie toute personne qui loue ses services à un maître entrepreneur en installations contre l'incendie pour effectuer des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un système de tuyauterie visé par le paragraphe e;

"appren-
ti";

g) "apprenti" signifie toute personne qui fait pour un maître entrepreneur en installations contre l'incendie l'apprentissage des travaux d'installation, de réparation ou de réfection d'un système de tuyauterie visé par le paragraphe e;

"person-
ne".

h) "personne" signifie tout individu, toute association, compagnie ou corporation douée de la personnalité juridique.

Excep-
tion.

Les travaux décrits au paragraphe e ne constituent pas l'exercice du métier de maître mécanicien en tuyauterie au sens de la Loi des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (13 George VI, chapitre 109 et modifications).

Constitu-
tion.

Nom.

3. Une corporation est constituée par les présentes sous le nom, en français, de "Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec" et, en anglais, de "Corporation of Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec"; elle a succession perpétuelle ainsi qu'un sceau corporatif.

d. "member" means a person who has complied with the requirements of membership in the corporation set out in section 11 and with the by-laws passed pursuant to this act;

"mem-
ber";

e. "master fire protection contractor" means any person who, being a member of the corporation, employs journeymen or apprentices or who undertakes on his own account by the hour or by the day, or for a lump sum, by verbal agreement, written contract or otherwise, the work of installing, repairing or renewing fire protection systems including underground or other supply piping for such purposes or any of them used for the extinguishment or control of fire, whether in a building or structure, or in or around apparatus or machinery;

"master
fire pro-
tection
contractor";

f. "journeyman" means any person who hires or leases his services to a master fire protection contractor to carry out the work of installing, repairing or renewing a system of piping contemplated by paragraph e;

"journey-
man";

g. "apprentice" means any person who is apprenticed to a master fire protection contractor for the work of installing, repairing or renewing a system of piping contemplated by paragraph e;

"appren-
tice";

h. "person" means every individual, association, company or corporation having a legal existence.

"person".

The works described in paragraph e do not constitute the plying of the trade of master pipe-mechanic within the meaning of the Quebec Master Pipe-Mechanics Act (13 George VI, chapter 109 and amendments).

Excep-
tion.

3. A corporation is hereby constituted under the name of the "Corporation of Master Fire Protection Contractors of the Province of Quebec" in English and "Corporation des maîtres entrepreneurs en installations contre l'incendie dans la province de Québec" in French, which shall have perpetual succession and a corporate seal.

Incorp-
oration.

Name.

Siège
social,
etc.

4. La corporation a son siège social dans la ville de Montréal; elle peut le changer mais un tel changement n'entre en vigueur qu'après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fins.

5. La corporation a pour fins:
a) d'exercer une surveillance générale sur ses membres;

b) de déterminer la compétence nécessaire pour devenir membre ainsi que les obligations et responsabilités de ses membres envers le public;

c) de prendre des dispositions pour l'emploi des compagnons et apprentis ainsi que pour leur formation et leur avancement dans ce métier;

d) de déterminer, maintenir et améliorer les normes d'exercice par ses membres du métier de maître entrepreneur en installations contre l'incendie;

e) de réglementer la conduite professionnelle de ses membres, de tenir leurs connaissances à date et de les augmenter, d'accroître leur compétence, et de leur fournir l'assistance et les renseignements qui peuvent être avantageux pour eux;

f) de favoriser les intérêts professionnels et économiques ainsi que le bien-être de la corporation et de ses membres.

Pouvoirs.

6. La corporation peut:

a) acquérir à tout titre et posséder des biens, meubles et immeubles, nécessaires à la réalisation de ses fins, et les vendre, les louer, les hypothéquer, aliéner ou en disposer autrement, pourvu que la valeur des immeubles possédés ne dépasse jamais cent mille dollars;

b) s'affilier à d'autres associations ou collaborer avec elles afin de faciliter la réalisation de ses fins;

c) agir comme représentant de chacun ou d'un groupe de ses membres aux fins de négocier et signer en leur nom des conventions collectives de travail avec leurs employés, sauf le droit pour ses membres de s'opposer pour eux individuellement à telle représentation.

Conseil
d'adminis-
tration.

7. Les affaires de la corporation sont administrées par un conseil d'administra-

4. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Montreal. The corporation may change its location, but any such change shall come into force only after publication of a notice thereof in the *Quebec Official Gazette*.

5. The objects of the corporation are: Objects.
a. to exercise general supervision over its members;

b. to establish the qualifications required to become a member and his obligations and responsibilities to the public;

c. to provide for the employment of journeymen and apprentices and for their instruction and advancement in the trade;

d. to establish, maintain and improve the standards of the trade of master fire protection contractors as exercised by its members;

e. to regulate the professional conduct of its members, to maintain and improve their knowledge and proficiency and to render to them such services and information as may be to their advantage;

f. to promote the professional and economic interests and the welfare of the corporation and of its members.

6. The corporation shall have the Powers.
power:

a. to acquire by any title and hold moveable and immovable property necessary to carry out its objects and to sell, lease, hypothecate, alienate or otherwise dispose of the same, provided that the value of the immovable property held at any time shall not exceed one hundred thousand dollars;

b. to affiliate or act in concert with other associations for the promotion of the objects of the corporation;

c. to act as representative of each, or of a group, of its members for the purpose of negotiating and signing in their name a collective labour agreement with their employees, saving the right of its members to object for themselves individually to such representation.

7. The business and affairs of the Corporation shall be administered by a Council of administration.

tion, appelé "conseil provincial d'administration", composé du nombre de membres de la corporation que déterminent ses règlements.

Réglementation.

8. Le conseil ou les membres réunis en assemblée générale peuvent adopter, modifier ou révoquer des règlements qui ne sont pas incompatibles avec la présente loi, pour l'administration des affaires de la corporation et en particulier pour les fins suivantes:

a) la compétence, l'admission, la cotisation, la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres;

b) la fixation, la perception et la remise des cotisations annuelles et des autres frais payables par les membres;

c) l'élection des administrateurs et des membres du conseil;

d) les devoirs des administrateurs, la formation de comités et la délégation à ces comités de pouvoirs du conseil;

e) l'indemnisation des administrateurs et des membres du conseil;

f) l'établissement de sections ou de succursales et l'attribution de leurs pouvoirs et devoirs;

g) la convocation des assemblées des membres et du conseil;

h) les avis et le quorum de ces assemblées et la procédure qui doit y être suivie.

Quand les règlements entrent en vigueur.

Un règlement ou une modification d'un règlement adopté par le conseil ne peut entrer en vigueur avant l'expiration des trente jours suivant la date de l'expédition à chaque membre, par courrier recommandé et à l'adresse indiquée au registre de la corporation, d'une copie de ce règlement ou de cette modification et, un tel règlement ou une telle modification ne peut non plus avoir effet si, dans cette période de trente jours, le secrétaire de la corporation reçoit des avis écrits d'au moins les deux tiers des membres exprimant leur désapprobation. La période de trente jours ne commence qu'à compter de la date de l'enregistrement et du dépôt, au bureau de poste, de la dernière expédition d'une copie du règlement ou de la modification adressée aux membres de la corporation.

council of administration called the "Provincial Council of Administration" composed of such number of members of the corporation as shall be determined by its by-laws.

8. The council or the members in general meeting assembled may make, amend or repeal by-laws, not inconsistent with this act, for the administration of the business and affairs of the corporation and in particular for the following purposes:

a. the qualification, admission, assessment, discipline, suspension and expulsion of its members;

b. the fixing, collection and remission of annual and other fees payable by members;

c. the election of officers and members of the council;

d. the duties of officers, the appointment of committees and the delegation to such committees of powers of the council;

e. the indemnification of officers and members of the council;

f. the establishment of sections or branches and the attribution of the powers and duties of such sections or branches;

g. the calling of meetings of members and of the council;

h. the notices, quorum and procedure at such meetings.

No by-law or amendment thereto which is enacted by the council shall become effective until thirty days from the date of sending to each member by registered mail, addressed to him at his address as shown in the corporation's records, of a copy of such by-law or amendment, nor shall it be effective if, within such delay of thirty days, the secretary of the corporation receives notices in writing from at least two-thirds of the members expressing their disapproval. Such delay of thirty days shall only commence to run from the date of the registration and deposit in the post office of the last copy of such by-law or amendment addressed to a member of the corporation.

When by-laws become effective.

Durée.	9. Sous réserve de l'article 8, les règlements adoptés par le conseil, leur modification ou leur abrogation ont effet uniquement jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à l'assemblée générale spéciale convoquée dans le but de les étudier, et s'ils n'y sont pas ratifiés, ils cessent alors d'être en vigueur.	9. Subject to section 8, the by-laws enacted by the council, their amendment or repeal shall have effect until the next annual general meeting only or until the special general meeting called for the purpose of considering them, and if not ratified thereat shall then cease to be in force.	Duration.
Publication et approbation.	Pour être exécutoires, les règlements visés aux paragraphes <i>a, b, c</i> et <i>d</i> de l'article 8 doivent être publiés dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> avec avis qu'à la fin des soixante jours suivant cette publication ils seront soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. Ils n'entreront en vigueur que lorsqu'on aura ainsi publié avis de cette approbation.	To be executory, the by-laws contemplated in paragraphs <i>a, b, c</i> and <i>d</i> of section 8 must be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> with notice that at the expiration of sixty days following such publication they will be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval. They shall not come into force until after similar publication of a notice of such approval.	Publication and approval.
Décisions.	10. Toutes les questions soumises aux assemblées des membres de la corporation ainsi qu'à celles du conseil sont décidées à la majorité des voix, chaque membre de la corporation ou du conseil ayant droit à un vote. En cas d'égalité des voix, le président de l'assemblée a un vote prépondérant.	10. All questions submitted to meetings of members of the corporation as well as to meetings of the council shall be decided by a majority of the votes cast, each member of the corporation or of the council being entitled to one vote. In the case of a tie, the chairman of the meeting shall have a casting vote.	Decisions.
Membre de la corporation.	11. Seules les personnes suivantes peuvent devenir membres de la corporation: <i>a)</i> celles qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, exerçaient le métier de maître entrepreneur en installations contre l'incendie et, si elles faisaient affaires dans une municipalité où s'applique la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus, 1941, chapitre 173) détenaient une licence en vertu de cette loi et qui, dans les six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, ont demandé par écrit leur admission; <i>b)</i> celles qui se sont conformées aux dispositions de la présente loi et des règlements adoptés sous son empire.	11. The following only shall be members of the corporation: <i>a.</i> Persons who, immediately before the coming into force of this act, were engaged in the trade of master fire protection contractor and who, if carrying on business in a municipality to which the Pipe-Mechanics Act (Revised Statutes, 1941, chapter 173) extends, held a license thereunder, and have, within six months from the coming into force of this act, applied in writing for membership; <i>b.</i> any person who has complied with the provisions of this act and the by-laws made thereunder.	Members of corporation.
Idem.	12. Les membres de la corporation resteront membres tant qu'ils se conformeront à la présente loi et aux règlements de la corporation.	12. Members of the corporation shall remain members as long as they comply with this act and the by-laws of the corporation.	Idem.
Responsabilité limitée.	13. Aucun membre ne sera en aucune manière tenu ou obligé de payer aucune dette ou réclamation due par la corpo-	13. No member shall in any manner be liable for, or bound to pay, any debt or claim due by the corporation beyond the	Limited liability.

ration au-delà du montant de sa souscription ou cotisation non payée.

amount of his unpaid subscription or assessment.

Usage exclusif de titre.

14. Seul un membre de la corporation peut prendre, porter ou utiliser le titre "maître entrepreneur en installations contre l'incendie" ou s'en prévaloir ou prendre un titre semblable.

14. None but members of the corporation may assume, bear or use the title or avail themselves of the name of "Master Fire Protection Contractor" or take any similar title.

Use of certain titles.

Peine pour infraction.

15. Toute personne qui enfreint l'article 14 est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$50 à \$100 pour une première infraction, et de \$100 à \$200 pour chaque infraction subséquente dans les deux ans.

15. Any person infringing section 14 shall be liable on summary proceeding to a fine of not less than \$50 nor more than \$100 for the first offence and of not less than \$100 nor more than \$200 for each subsequent offence within two years.

Penalty for infringement.

Annonces prohibées.

16. Aucun membre ne doit, directement ou indirectement, annoncer expressément ou laisser croire par son annonce qu'il:

16. No member shall, directly or indirectly, advertise expressly or imply by his advertisements that he:

Advertisement restricted.

- a) donne des consultations gratuites;
- b) donne des services gratuits;
- c) fournit quelque service relevant exclusivement de la Corporation des ingénieurs du Québec et de ses membres en vertu de la Loi des ingénieurs (12-13 Elizabeth II, chapitre 56).

- a. gives free consultations;
- b. gives free services;
- c. provides any service the provision of which is restricted to the Corporation of Engineers of Quebec and its members under the Engineers Act (12-13 Elizabeth II, chapter 56).

Actes dérogatoires.

17. Sont déclarés dérogatoires à l'honneur du métier:

17. The following acts are declared to be derogatory to the honour of the trade:

Derogatory acts.

a) le fait d'être trouvé coupable, par une cour de juridiction compétente, de violation des dispositions de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie et des règlements adoptés sous son empire, ou d'infraction à cette loi ou à ces règlements, à la suite d'une action intentée par les examinateurs nommés en vertu de la dite loi;

a. being found guilty by a court of competent jurisdiction of any violation or infraction of the provisions of the Pipe-Mechanics Act and the regulations adopted thereunder, upon prosecution brought by the examiners set up under the said act;

b) le fait de frauder volontairement un client dans l'exécution d'un travail en vertu d'un contrat.

b. wilfully defrauding a customer in the performance of any work of a contract.

Idem.

Le conseil est autorisé à déclarer par règlement que d'autres actes sont dérogatoires à l'honneur du métier; tout règlement à cette fin est assujéti aux dispositions du second alinéa de l'article 9.

The council is authorized to declare by by-law other acts to be derogatory to the honour of the trade; every by-law for such purpose shall be subject to the provisions of the second paragraph of section 9.

Idem.

Amendes.

18. Les amendes imposées par la présente loi ou par les règlements que le conseil est autorisé à adopter appartiennent à la corporation et ne peuvent être recouvrées que par elle, par l'entremise

18. The fines imposed by this act or by the by-laws which the council is authorized to make belong to the corporation and may be recovered by the latter only, through its authorized repre-

Fines.

de ses représentants autorisés, par action intentée en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 29). La deuxième partie de la dite loi s'applique.

sentatives, by proceedings taken in accordance with the Quebec Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1941, chapter 29). Part II of the said act shall apply to such proceedings.

Droits
sauve-
gardés.

19. Rien dans la présente loi n'empêche un membre de la corporation d'exercer son métier ou commerce pour le compte d'une corporation avec les mêmes privilèges que s'il exerçait seul ou en société, mais à la condition que cette corporation détienne une licence conformément aux exigences de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie là où s'applique cette loi.

19. Nothing in this act shall prevent a member of the corporation from carrying on his trade or business in the service of a corporation with the same privileges as if he were operating individually or in partnership provided, however, that such corporation shall be licensed in conformity with the requirements of the Pipe-Mechanics Act where that act is applicable.

Rights
safe-
guarded.

Restric-
tion.

20. Rien dans la présente loi n'autorise la corporation à réglementer le prix des systèmes de lutte contre l'incendie, ni celui de la main-d'œuvre ou des matériaux, ni les conditions de vente ou de paiement.

20. Nothing in this act authorizes the corporation to regulate the price of fire protection systems, or that of labour or materials, or the conditions of sale or of payment.

Restric-
tion.

Membres
provisoi-
res du
conseil.

21. Les pétitionnaires sont les membres du conseil provincial d'administration jusqu'à ce qu'ils soient dûment remplacés; ils ont le pouvoir d'adopter des règlements et de les soumettre à l'approbation ainsi qu'à la ratification des membres à une assemblée générale convoquée à cette fin.

21. The petitioners shall be the members of the Provincial Council of Administration until duly replaced and shall have the power to enact by-laws and submit them for approval and confirmation by the members at a general meeting called for such purpose.

Provision-
al mem-
bers of
council.

Entrée en
vigueur.

22. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

22. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.